Le Monde
Mercredi 19 juin 2013

La vaste enquête décennale sur les valeurs du Vieux Continent révèle le désir croissant d'autonomie. Mais pas partout, et pas au même rythme

L'individualisation : la révolution silencieuse des Européens

Du mariage gay à la contestation des décisions venues d'en haut – à Istanbul comme à Notre-Dame-des-Landes –, du droit à l'euthanasie aux nouvelles formes de démocratie participative, difficile de ne pas voir monter les aspirations des Européens à l'autonomie et à la liberté de choix. Cette grande dynamique d'individualisation est comme une révolution silencieuse des valeurs.

Elle concerne tous les grands domaines de la vie. La famille a beaucoup évolué, surtout à l'ouest de l'Europe, en se détachant d'un modèle traditionnel au profit d'un modèle mettant en avant les relations librement choisies entre individus. Le rapport au travail évolue lui aussi en conjuguant des attentes quantitatives et qualitatives : il doit permettre de se réaliser soi-même et pas seulement d'avoir un bon salaire. La sociabilité est plus affinitaire, chacun cherchant à aménager ses réseaux de relations selon ses goûts, plutôt que selon des obligations sociales. Il en va de même pour les valeurs politiques : les grands clivages idéologiques s'affaiblissent mais l'action politique protestataire (pétitions, manifestations…) tend à se développer. La religion est de moins en moins centrale dans la structuration des valeurs ; les croyances religieuses ne disparaissent pas, mais deviennent plus flottantes et « à la carte ».

Issue d'une vaste enquête décennale sur les valeurs des Européens, la carte de l'individualisation, publiée ci-contre, présente un indice synthétique, construit sur dix-neuf questions, dont les réponses traduisent cette logique de choix individuel et de maîtrise de sa vie. L'individualisation doit être soigneusement distinguée de l'individualisme, qui consiste à privilégier son intérêt personnel sans se soucier d'autrui. Si l'individualisme paraît plutôt stable, l'individualisation se développe, surtout autour de la volonté de chacun de se construire comme une personne autonome sans être contraint par des institutions politiques, religieuses ou la pression normative du milieu social et familial. L'individualisation peut donc très bien se conjuguer avec des valeurs de tolérance à l'égard d'autrui et d'ouverture au monde.

Le développement de l'individualisation est cependant très inégal en Europe. Il est très prégnant dans les pays scandinaves, mais aussi aux Pays-Bas et en France. Il est aussi assez élevé en Europe occidentale, à l'exception de l'Italie, de l'Irlande et du Portugal. Les valeurs d'individualisation se sont beaucoup moins répandues dans les pays de l'est et du sud de l'Europe.

L'individualisation est liée à des facteurs économiques. Sa géographie épouse le niveau des richesses des pays. Ce qui indique que la recherche d'autonomie est d'autant plus prononcée que les standards de vie sont élevés, que les individus peuvent développer des aspirations qualitatives sans avoir à assurer leur minimum vital. L'individualisation est aussi corrélée aux dépenses sociales nationales. La protection par rapport aux risques sociaux – favorisée par le développement économique – peut donc aussi contribuer à la construction de l'autonomie individuelle.

Si le développement économique est probablement une condition nécessaire à la montée des valeurs d'individualisation, ce n'est pas une condition suffisante. D'autres facteurs sont très déterminants, notamment la matrice religieuse des cultures. C'est dans les pays de tradition protestante que l'individualisation fleurit le plus, alors que les pays musulmans et orthodoxes sont très largement en retrait. Au-delà de la religion traditionnellement dominante dans un pays, le degré moyen de religiosité – construit sur 10 indicateurs de pratiques et de croyances – est aussi très explicatif du niveau d'individualisation. La carte met en évidence que plus la religiosité est développée, moins l'individualisation se répand. C'est dans les zones géographiques les plus sécularisées d'Europe, dont la France fait partie, que l'individualisation a progressé le plus ces dernières années. Les valeurs d'individualisation dépendent probablement d'une prise de distance par rapport à l'idée d'une norme transcendante et d'un ordre divin s'imposant à l'homme et aux sociétés.

> Les croyances religieuses ne disparaissent pas, mais deviennent plus flottantes et « à la carte »

La matrice religieuse des cultures – avec une Europe protestante au nord, à dominante catholique au centre et au sud, plutôt orthodoxe à l'est et musulmane au sud-est – influence non seulement l'individualisation, mais aussi d'autres phénomènes qui lui sont plus ou moins liés. Le sens civique et l'intérêt pour les affaires publiques, la participation politique et associative, la confiance à autrui et dans les institutions sont plus valorisés au nord qu'au sud. Le clivage entre un Occident tolérant et un Orient plus traditionnel permet aussi d'expliquer qu'à l'ouest se dessine une conception plus ouverte des appartenances familiales. L'acceptation du suicide, de l'euthanasie ou de l'adultère progresse dans les pays de l'Ouest, tandis que le libéralisme des mœurs stagne à l'est et baisse même parfois. Le soutien aux nouvelles formes de vie de couple est bien moins répandu au sud et à l'est de l'Europe, où le modèle conjugal traditionnel reste très influent.

Au total, les Européens évoluent dans leurs systèmes de valeurs, la volonté d'autonomie conduisant aussi à revendiquer et à confronter différentes formes de vivre-ensemble. Mais ces évolutions se font à des rythmes très différents selon les pays. Les résultats de l'enquête ne permettent pas d'affirmer que les valeurs des Européens se soient rapprochées entre 1981 et 2008. Les cultures nationales, profondément inscrites dans l'histoire, ne se transforment que lentement. Et les individus, s'ils aspirent à plus de liberté de choix, restent eux aussi influencés par leur environnement social. ■

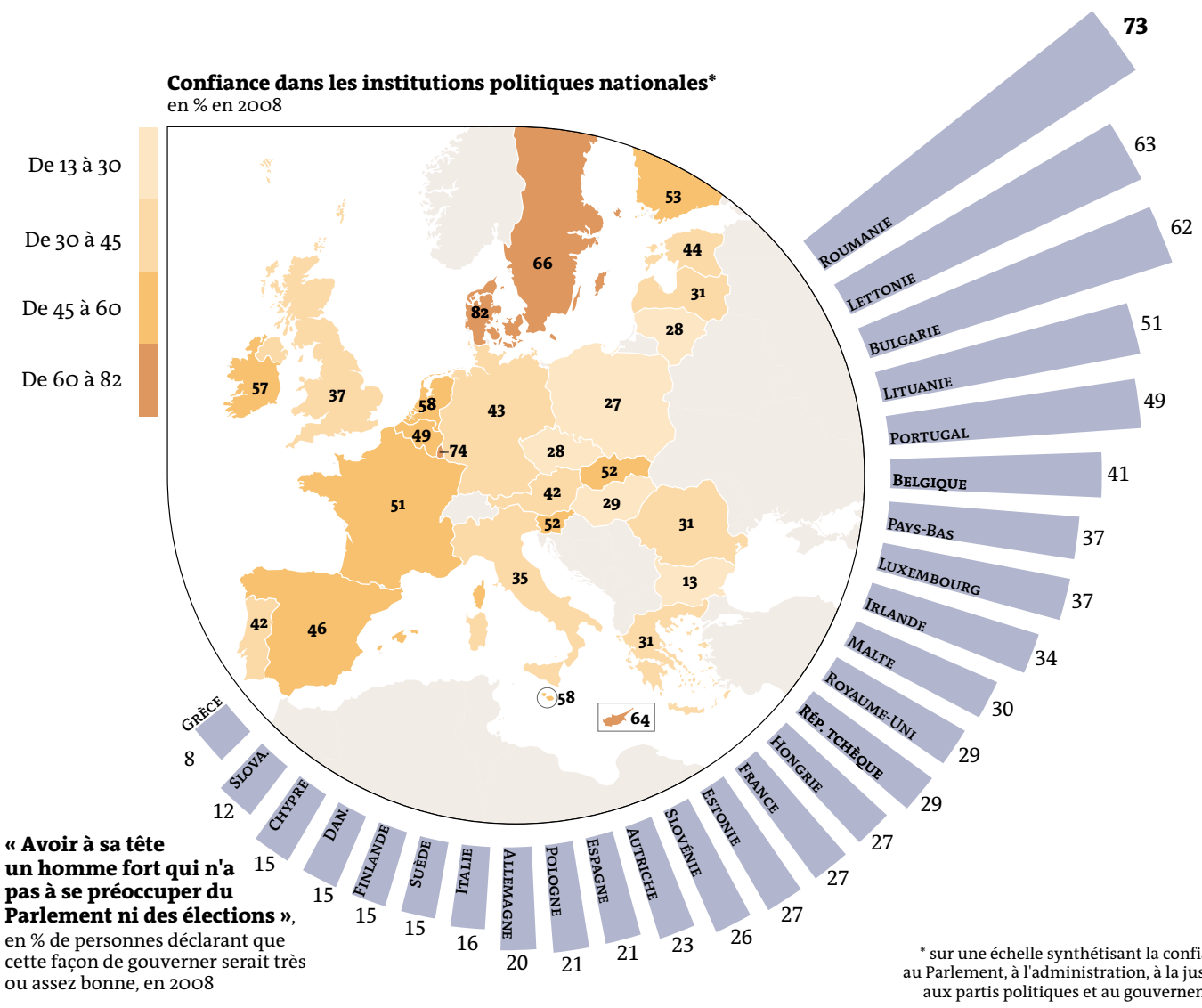
PIERRE BRÉCHON ET FRÉDÉRIC GONTHIER

Une étude référence, de l'Atlantique à l'Oural

L'enquête sur les valeurs des Européens est réalisée depuis 1981 tous les neuf ans sur des échantillons représentatifs de la population de chaque pays. La dernière date de 2008. Le questionnaire, effectué en face-à-face, est très détaillé (une heure d'entretien). Les résultats permettent ainsi de lire les évolutions sur la longue durée. L'enquête concerne 47 pays, de l'Islande à la Russie au nord, de l'Azerbaïdjan et de la Turquie au Portugal au sud. Elle est mise en œuvre par une fondation internationale de chercheurs.

En France, elle est conduite par des enseignants-chercheurs, membres de laboratoires du CNRS, réunis dans l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (Arval), pilotée depuis le laboratoire Pacte et Sciences Po Grenoble. Après plusieurs ouvrages sur les valeurs des Français, l'équipe publie aujourd'hui, sous la direction de Pierre Bréchon et Frédéric Gonthier, un *Atlas des Européens. Valeurs communes et différences nationales* (Armand Colin). La revue *Futuribles* consacre aussi un numéro spécial, produit par la même équipe, aux valeurs des Européens (n° 395, juillet-août 2013). ■

Confiance dans les institutions politiques nationales*
en % en 2008



« Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections », en % de personnes déclarant que cette façon de gouverner serait très ou assez bonne, en 2008

* sur une échelle synthétisant la confiance au Parlement, à l'administration, à la justice, aux partis politiques et au gouvernement

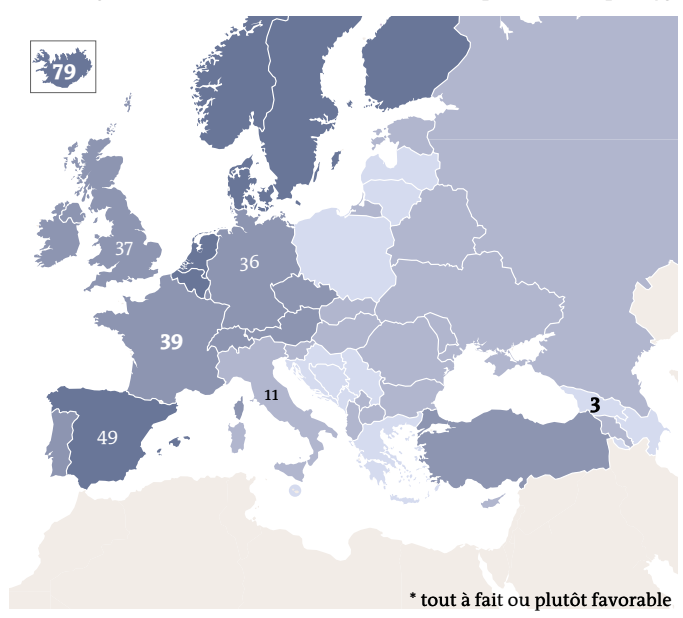
Institutions politiques : défiance au Sud et tentations autoritaires

Si les citoyens de l'Union européenne font largement confiance aux institutions de maintien de l'ordre (armée et police) et aux institutions de l'Etat-providence (système éducatif, de santé et de sécurité sociale), ils sont beaucoup plus dubitatifs face à leurs institutions politiques nationales (Parlement, administration, système judiciaire, gouvernement, partis politiques). Tout particulièrement dans les pays de l'ancien bloc soviétique, où on semble souvent reporter sa confiance vers les organisations supranationales (ONU, OTAN, Union européenne). A l'ouest du continent, le Nord fait davantage confiance aux institutions politiques que le Sud. La tentation de s'en remettre à un homme fort « qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections » convainc la majorité des Roumains, Bulgares, Lettons et Lituaniens. Elle montre bien la fragilité de la démocratie dans certains pays de l'Union européenne. ■

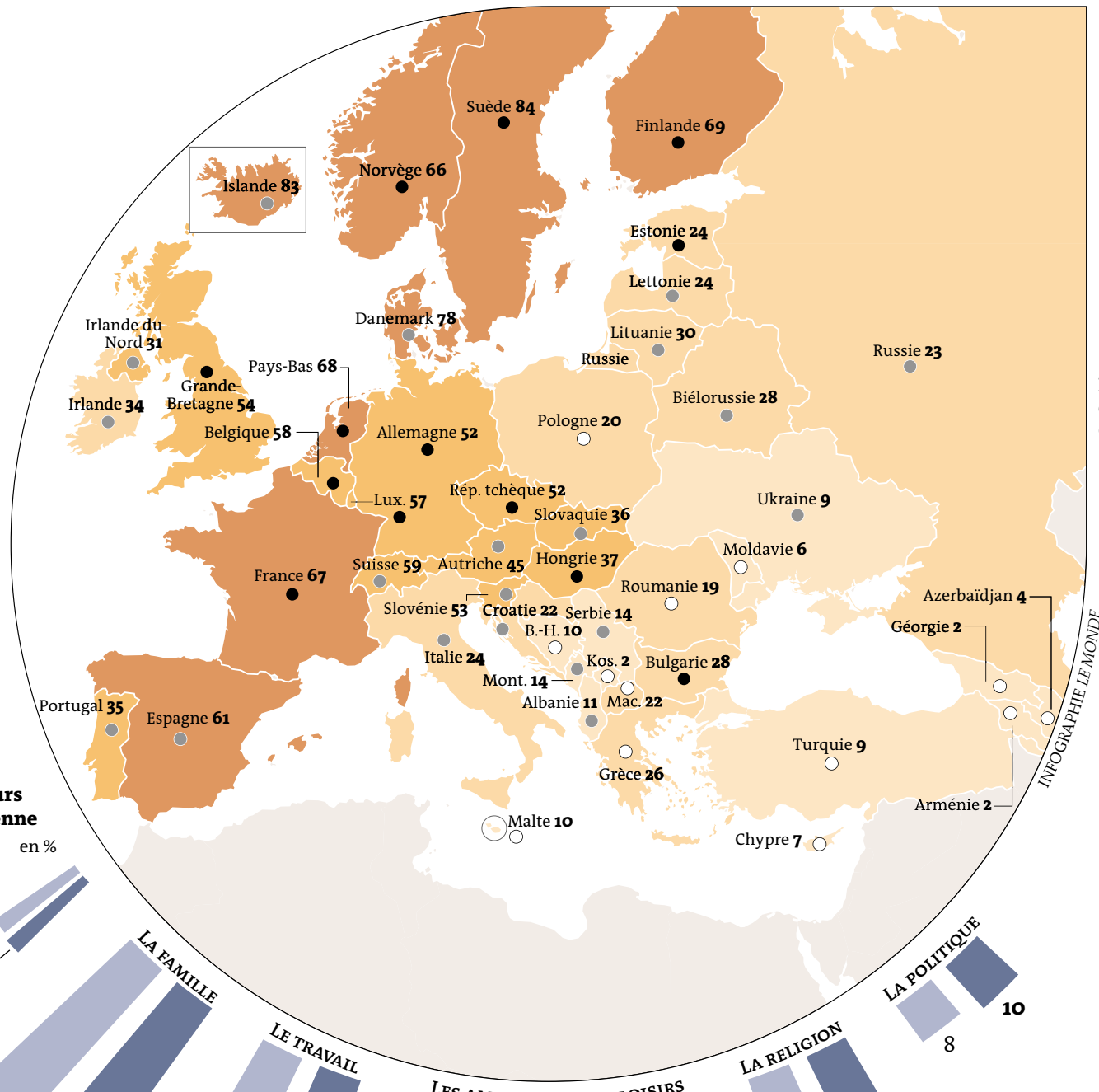
Adoption pour les homosexuels : un continent coupé en deux

L'acceptation du droit d'adoption pour les couples homosexuels est très fortement contrastée selon les pays. A l'est de l'Europe, la réprobation est quasiment unanime, alors que les opinions favorables se répandent à l'ouest, encore plus fortement dans sa partie nord qu'au sud. Le droit d'adoption est d'autant plus développé qu'un pays se révèle tolérant à l'égard de l'homosexualité et a adopté des valeurs d'individualisation, comme le montre la proximité entre les cartes. C'est dans les pays où les valeurs ont le plus évolué que les législations ont aussi le plus changé. ■

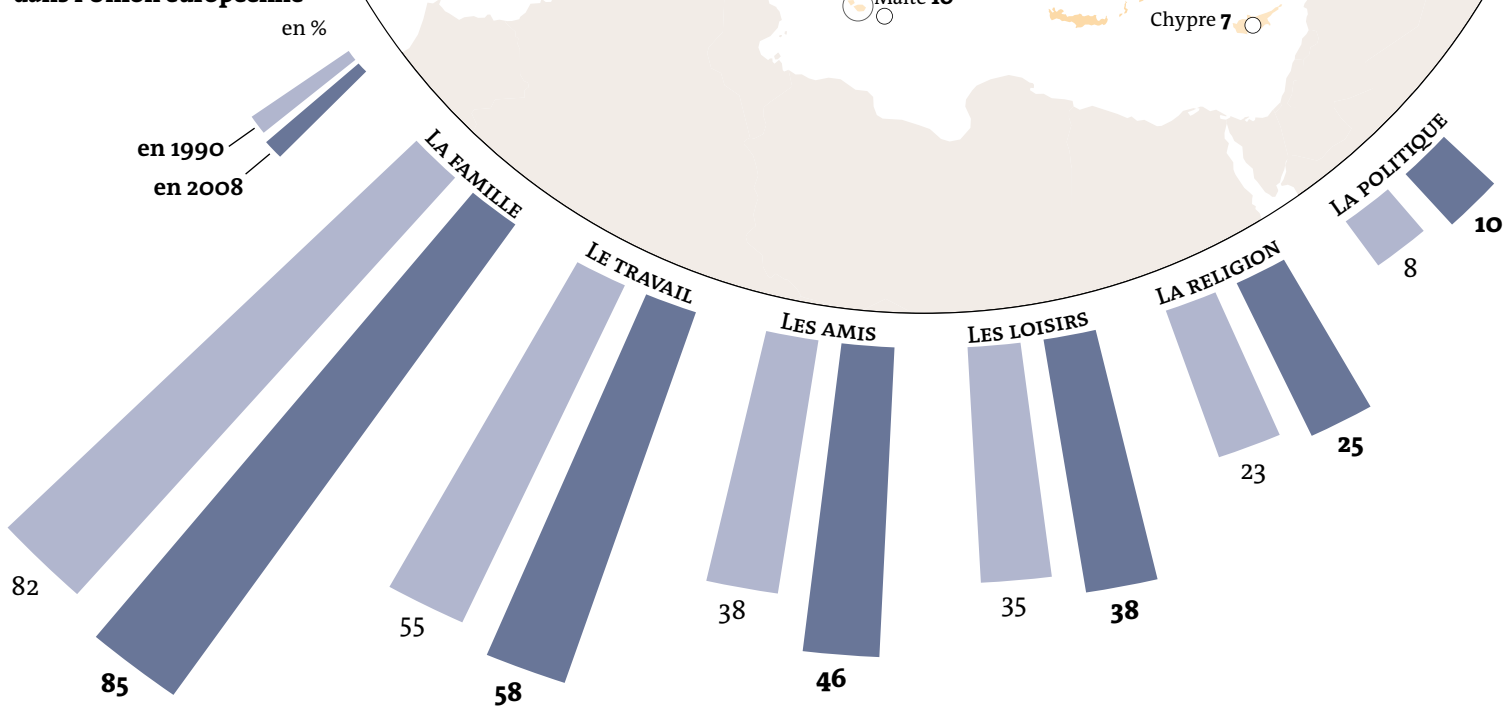
Opinions favorables* au droit d'adopter pour les couples homosexuels
en % en 2008



* tout à fait ou plutôt favorable



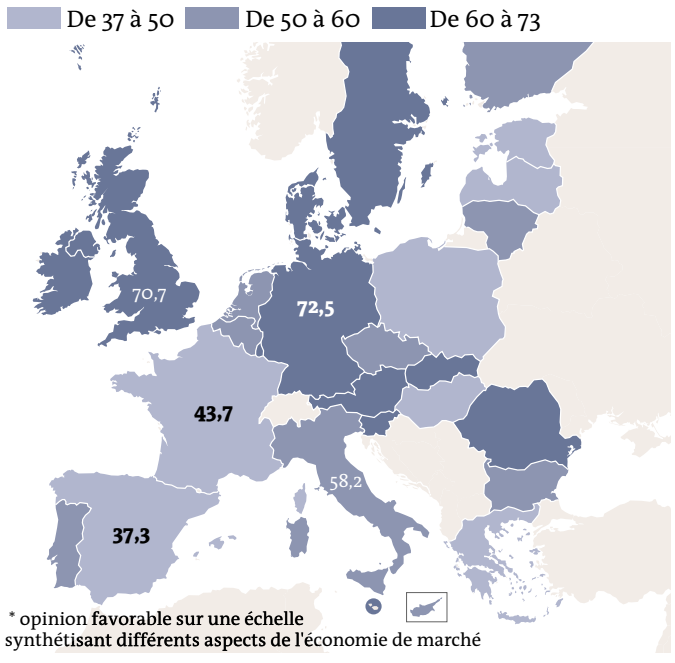
Le palmarès des valeurs dans l'Union européenne



Comment est mesurée l'individualisation

L'indice d'individualisation synthétise 19 indicateurs qui, dans tous les grands domaines de la vie, traduisent une volonté d'autonomie individuelle : adhérer à une morale relativiste et non de principe ; vouloir s'exprimer et se développer au travail ; considérer que les loisirs doivent permettre d'abord de faire ce que l'on veut ; revendiquer sous de multiples formes la liberté de choisir son type de famille (que chacun dans le couple puisse avoir son réseau relationnel, avoir ou ne pas avoir des enfants, pouvoir élever un enfant et rester célibataire, souhaiter que les couples homosexuels puissent adopter, éduquer les enfants à l'indépendance et à la tolérance, revendiquer la liberté d'avorter) ; se montrer tolérant envers le divorce, l'adultère, l'homosexualité, l'euthanasie, le suicide ; revendiquer davantage de participation des citoyens aux décisions du gouvernement. ■

Acceptation* du libéralisme économique
en % en 2008



* opinion favorable sur une échelle synthétisant différents aspects de l'économie de marché

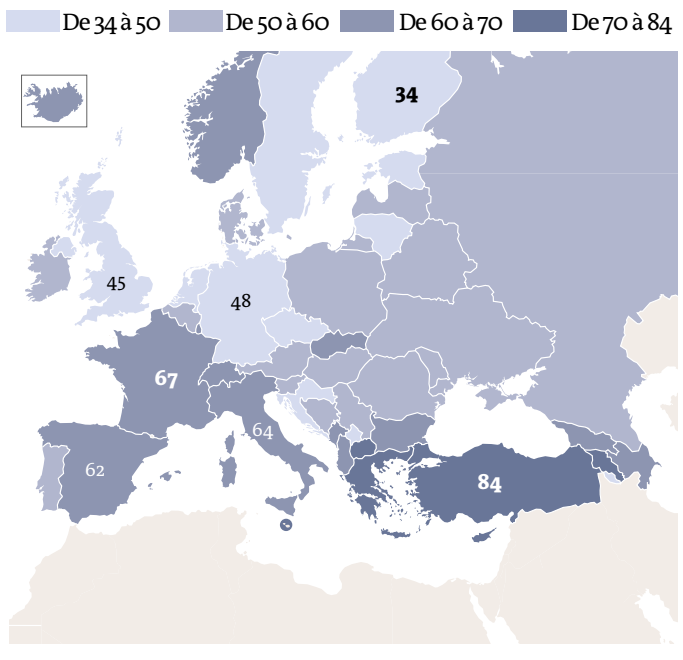
Adhésion au libéralisme : résistance slave et méditerranéenne

Contrairement à l'idée selon laquelle l'antilibéralisme serait lié à la crise de 2008, les opinions favorables à l'économie de marché reculent dans la plupart des pays de l'UE depuis les années 1990. Les pays les plus libéraux sont surtout situés au nord de l'Europe, où le capitalisme a historiquement pris racine. L'adhésion au libéralisme économique est plus faible au sud et dans plusieurs pays de l'Est, en raison surtout d'un rejet croissant de la propriété privée et de la concurrence. Dans les autres pays de l'Est, le thème de la responsabilité individuelle a plutôt progressé depuis 1990 allant de pair avec celui du libéralisme économique. ■

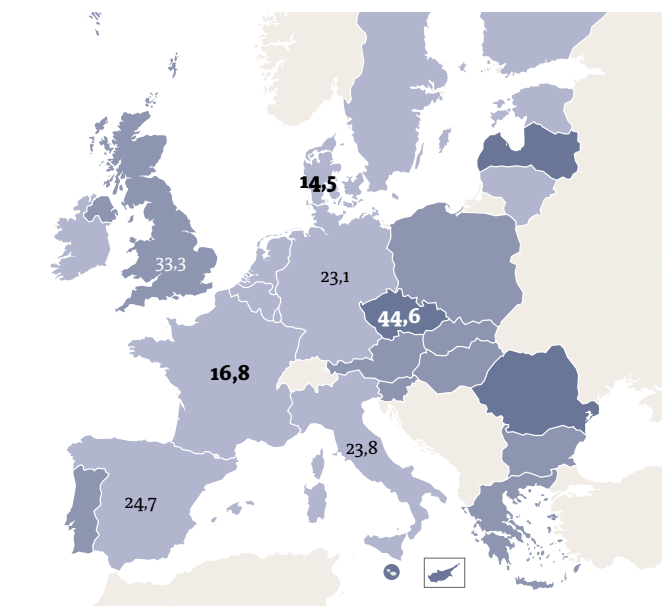
Valeur travail : plus présente en France qu'en Allemagne

Le palmarès des valeurs, présenté dans le graphique ci-dessus, est très stable dans le temps. La famille est privilégiée partout en Europe, notamment en Europe méridionale. Le travail est le deuxième domaine auquel les Européens accordent une place importante dans leur vie. Les amis et les loisirs arrivent en troisième position, sauf dans certains pays du Nord, où ils dépassent le travail. La carte souligne que la valeur travail est plus relativisée dans les pays nordiques, où le niveau de vie élevé permet de développer des attentes extraprofessionnelles. Au sud de l'Europe, la plus grande importance accordée au travail – et notamment en France – s'explique sans doute par l'influence des religions catholique, orthodoxe ou musulmane. ■

Place très importante du travail dans sa propre vie
en % de personnes partageant cette opinion, en 2008



Causes de la pauvreté : la paresse ou la mauvaise volonté
en % de personnes partageant cette opinion, en 2008



Pauvreté : des fondements sociaux plutôt que des causes individuelles

Les Européens considèrent que la pauvreté tient plus à des causes sociales qu'à des causes individuelles. Le fait d'expliquer en priorité la pauvreté par la paresse et la mauvaise volonté est assez minoritaire en Europe. Surtout en Europe occidentale et dans les pays nordiques, où des systèmes de protection sociale importants traduisent concrètement la conviction que la pauvreté peut être combattue. Dans plusieurs pays de l'Est et au Royaume-Uni, on invoque plus volontiers l'explication par la paresse, probablement en lien avec la montée des opinions favorables à la responsabilité individuelle. ■